

Je me souviens d'avoir assisté à une réunion d'un comité il y a quelques jours—je crois que c'était avant que la Trans-Canada envoie son billet-doux au ministre—où le ministre m'a dit que chaque jour je parlais de plus en plus comme la Bell. Je ne suis pas actionnaire de la Bell. Je serais très mal à l'aise à son conseil d'administration. De fait, je ne saurais pas du tout comment m'y prendre pour y siéger. Ma seule bonne pensée pour cette société est que depuis l'entrée en fonction du ministre, j'ai un service téléphonique bien supérieur au service postal.

Je ne suis pas prévenu contre l'opinion du NPD. Au cours de mes douze années ici, j'ai été plus souvent d'accord avec son opinion qu'avec celle du parti libéral. Alors que le NPD peut avoir tort, je crois que la plupart du temps il a généreusement tort, alors que les libéraux ont plutôt ostensiblement tort.

Comme j'ai pu observer le travail des gouvernements depuis bon nombre d'années, j'en suis venu à craindre toute extension de l'activité et de l'administration gouvernementales. Si je jette un coup d'œil sur l'organisme que le ministre des Communications dirige à titre de ministre des Postes, je vois que les problèmes ouvriers s'y aggravent sur le plan émotif d'un bout à l'autre du pays. Je vois que la transmission du courrier postal d'un endroit du Canada à l'autre est retardée. J'essaie de juger de l'efficacité du fonctionnement de son ministère. Alors, je constate que l'entreprise d'État n'est pas si efficace que cela et que ce n'est pas une si grande réussite.

Ainsi, je suis enclin à ne pas convenir avec mon honorable ami de Waterloo qu'en passant toute l'exploitation de Télésat au ministre des Communications, on accélérerait l'émission de messages soit de 22,500 milles au-dessus de nos têtes soit sur la terre ferme. Je crains un peu que le gouvernement ne se mêle un peu trop d'un domaine où d'autres ont acquis une expérience exceptionnelle.

J'ai lu les discours du ministre. En fait depuis que le ministre est entré en fonction, je ne lis plus guère les grands auteurs, car il a prononcé bien des discours et je les ai tous lus. Mais je me demande s'il brûle de s'engager dans le domaine du téléphone. Je me demande quelle portée il donne à son mandat de ministre des communications. S'il avait les coudées franches et si dans quelques années j'essayais de faire un appel téléphonique un samedi ou un dimanche, je me demande si je devrais attendre jusqu'au lundi. Si c'était le

[M. Macquarrie.]

cas, que penserait mon ami de Waterloo, après avoir dit ici au peuple canadien que le rôle du ministre des Communications doit l'emporter sur l'influence de ceux qui ont prouvé leur talent dans le domaine des télécommunications. Je me demande également si le ministre éprouve un désir profond et psychologique de tenir le tableau au moment où l'écriture dans le ciel est en vogue. Je me demande au nom du firmament, non du ciel, quel sera le message qui sera tracé dans les airs. Malgré ma profonde appréciation pour ce que le député de Selkirk a fait dans ce domaine et sa participation au comité, sans mentionner ce que le député de Waterloo (M. Saltsman) a accompli dans le même milieu à la suite du député de Selkirk, je ne suis pas disposé à accepter la proposition selon laquelle nous devrions participer davantage au secteur des communications dans le domaine qui a semblé susciter tant d'obstacles, alors que la population du Canada tentait d'échanger des messages écrits. Ainsi, je ne saurais appuyer cet amendement.

● (9.50 p.m.)

Je ne veux pas me montrer dur ou critique. C'est la dernière faculté que je suis disposé à cultiver, parce qu'elle s'est atrophiée pour n'avoir pas servi. Or, quand je réfléchis en toute bienveillance à ce qui est arrivé au courrier, je déteste confier mes télégrammes ou appels téléphoniques au ministre des Communications. Je le mentionne parce que, lorsque je décroche le téléphone et donne à la téléphoniste un numéro de zone, elle comprend ce que je dis. Si j'écris à quelqu'un à Toronto ou à Vancouver et donne un numéro de zone, le bureau de poste en ignore la signification. Et je possède le témoignage de membres du ministère des Postes pour le prouver.

Les numéros de zone à trois chiffres de Toronto devaient durer, non pas à perpétuité, mais pendant 30 ans. Et 30 ans signifie toute une génération. Or nous découvrons que ces numéros sont extrêmement éphémères. Je détesterais décrocher mon téléphone avec un satellite de communications auquel nous aurions confié l'exactitude digitale au ministre des Communications. Je me demande si le nombre qui serait composé se révélerait exact. Nous avons le risque et la confusion dans le courrier et je détesterais transposer cette confusion dans la stratosphère pour semer la confusion parmi la population du Canada au même degré que nous y avons réussi avec le courrier.